

Situation économique des TPE : un léger mieux

La politique fiscale de Nicolas Sarkozy jugée sévèrement

Paris, 30 mai 2011 – Ce 42^{ème} baromètre de conjoncture des Très Petites Entreprises, réalisé par l'IFOP pour Fiducial, met en exergue leur situation économique et la politique fiscale de Nicolas Sarkozy. Si la relance de l'investissement et l'amélioration de la situation financière des TPE suscitent un regain d'optimisme, l'emploi n'en retire aucun bénéfice. Quant à la politique fiscale du président de la République, elle est sévèrement critiquée.

Un regain d'optimisme...

Les patrons de TPE retrouvent un peu le moral. L'optimisme vis-à-vis de **la situation générale en France** gagne **7 points** par rapport à janvier (à **36 %**). Ils se montrent aussi plus positifs sur leur **propre situation** (+ **5 points** depuis janvier, à **57 %**). Cette perception plus favorable est liée à une augmentation de leur activité et donc à une amélioration de leurs finances. Si l'indice de situation financière reste négatif (-7 %), il s'est nettement redressé par rapport au précédent trimestre (+ 11 points).

...en revanche, aucun bénéfice pour l'emploi

Quant à l'emploi, l'embellie économique n'est pas encore suffisante pour pouvoir vraiment se refléter sur les embauches et les chefs d'entreprise restent prudents. La **création nette d'emplois** a été **nulle de janvier à mars** et devrait se situer à + 0,5 % d'ici l'été.

Des demandes de prêts à la hausse, tout comme les refus des banques

Le contexte économique favorise une relance de l'investissement, et de fait, les demandes de crédit atteignent leur niveau le plus élevé depuis janvier 2009 (33 %, + 9 points en 3 mois). Elles s'accompagnent toutefois d'une frilosité de la part des banques, se traduisant par une **augmentation des mesures de durcissement par les établissements bancaires** (62 %, + 11 points depuis janvier 2011). **Trois demandes de prêts sur dix** (+ 8 points) aboutissent à un **refus**.

L'embellie profite surtout aux TPE de plus de 10 salariés

Une catégorie de TPE se distingue nettement des autres : celles employant au moins dix salariés. Leur création nette d'emplois s'établit à 11 % pour le 1^{er} trimestre et atteindrait 14 % au 2^{ème} trimestre ! C'est aussi pour elles le reflet d'une meilleure situation financière (indicateur à - 2 %, contre - 7 % en moyenne) et d'une croissance prévisionnelle espérée plus forte (+ 1,7 %, contre + 0,6 % en moyenne).

En attente d'une vraie réforme fiscale

Prises isolément, les mesures fiscales annoncées pour l'été sont majoritairement approuvées. Mais les patrons de TPE attendaient autre chose. Ainsi 66% d'entre eux accueillent favorablement le relèvement du seuil d'entrée dans l'ISF, mais ils sont 6 % à considérer que c'était l'impôt à baisser en priorité, très loin derrière les taxes sur les carburants (59 %) ou l'impôt sur le revenu (39 %).

Le **système fiscal français** est jugé **inadapté** aux spécificités des petites entreprises (pour **86 %** des patrons de TPE), **difficile à comprendre (81 %)**, **inéquitable (80 %)**, **inefficace (75 %)**, archaïque (61 %), et non compétitif sur le plan international (77 %).

Par ailleurs, le niveau des charges sociales constitue un obstacle important à leur développement (94 %), tout comme le niveau de l'impôt sur les sociétés (79 %). C'est pourquoi, 93 % des dirigeants auraient souhaité une « vraie » réforme de fond.

Pour autant, la baisse des impôts ne constitue pas la première exigence d'une réforme fiscale. Les patrons de TPE apprécieraient un **rééquilibrage de la fiscalité entre les particuliers et les entreprises** (40 %) et entre le **travail et le patrimoine** (38 %).

En ce qui concerne la fiscalité des entreprises, deux idées bénéficient d'un très bon accueil : la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés sur les résultats réinvestis dans l'entreprise (87 %) et l'instauration d'une taxation minimale des profits des grandes entreprises internationales (81 %). En revanche, la TVA sociale ne fait vraiment pas recette, ne séduisant que 34 % des chefs d'entreprise. En ce qui concerne la réforme de la fiscalité des particuliers, ils ratifieraient la suppression des exonérations de plus-values pour permettre une baisse de l'impôt sur le revenu ou de la CSG (68 %) ainsi que la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG, le tout étant alors imposé selon un barème progressif (61 %).

Les centristes en arbitre de la présidentielle de 2012 ?

Les dirigeants des TPE interrogés se déclarent **intéressés par la perspective de la présidentielle de 2012 à 64 %**, et « très intéressés » à 27 %. Au cœur des enjeux socio-économiques de ce rendez-vous politique, le pouvoir d'achat et les salaires sont cités à 39 %, devant de peu l'avenir du modèle social français (37 %), et les leviers pour la croissance économique (34 %).

Nicolas Sarkozy reste le favori des patrons de TPE, avec **40 %** (+ 5 points par rapport au précédent baromètre) susceptibles de voter pour lui. 32 % des chefs d'entreprise interrogés sont plutôt en faveur d'une victoire de la droite à la prochaine élection présidentielle, contre 21 % déclarant préférer la gauche. Les **partis du centre** se positionnent en arbitre du prochain scrutin, avec **12 % d'opinions favorables**. Cependant, près de trois patrons de TPE sur dix (29 %) ne se prononcent pas encore sur le sujet, un vrai réservoir de voix lorsque l'on sait qu'ils sont 2 600 000 rien qu'en France métropolitaine.

Méthodologie de l'Etude :

Echantillon de 1 007 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé par téléphone du 20 avril au 5 mai 2011. **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

Fiducial

FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs.

Créée en 1970 par Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, FIDUCIAL s'est développée grâce à une dynamique de **croissance ininterrompue depuis plus de 40 ans**. Elle est aujourd'hui présente dans **78 pays** et compte plus de **12 900 collaborateurs** avec un chiffre d'affaires en 2008 de **1,495 milliard** de dollars dont **701 millions d'euros** en France auprès de **200 000 clients**

La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui a permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.

Présente sur tout le territoire national avec **une agence tous les 30 kilomètres**, FIDUCIAL est le véritable partenaire des chefs d'entreprise et, grâce à son offre globale, leur permet de se consacrer pleinement à leur métier.

Contacts Presse : Press & Vous - Jacky ISABELLO - Paula MARTINS
Tél. : 01.44.37.00.19 Fax : 01.40.59.84.18 Email : paula.martins@press-et-vous.fr

Retrouvez l'étude et le communiqué sur : www.fiducial.fr et www.ifop.com



42^{EME} BAROMÈTRE DES TPE

Le baromètre trimestriel de conjoncture
des Très Petites Entreprises Fiducial-IFOP

MISE EN PERSPECTIVE DES INDICATEURS RECURRENTS DU BAROMETRE DE CONJONCTURE

L'optimisme dans le climat général des affaires :

- Juillet 2009 : 35%
- Octobre 2009 : 38%
- Janvier 2010 : 41%
- Avril 2010 : 31%
- Juillet 2010 : 27%
- Octobre 2010 : 31%
- Janvier 2011 : 29%
- **Avril 2011 : 36%**

Indicateur de situation financière par rapport aux 3 derniers mois (% amélioration - % dégradation) :

- Juillet 2009 : -20
- Octobre 2009 : -18
- Janvier 2010 : -15
- Avril 2010 : -24
- Juillet 2010 : -17
- Octobre 2010 : -18
- Janvier 2011 : -18
- **Avril 2011 : -7**

L'optimisme pour leur activité :

- Juillet 2009 : 52%
- Octobre 2009 : 60%
- Janvier 2010 : 58%
- Avril 2010 : 56%
- Juillet 2010 : 55%
- Octobre 2010 : 55%
- Janvier 2011 : 52%
- **Avril 2011 : 57%**

Evolution des créations nettes d'emplois :

- 2^{ème} trimestre 2009 : 0
- 3^{ème} trimestre 2009 : 2,5
- 1^{er} trimestre 2010 : 0
- 2^{ème} trimestre 2010 : -1
- 3^{ème} trimestre 2010 : +2
- 4^{ème} trimestre 2010 : +0,5
- 1^{er} trimestre 2011 : +1
- **2^{ème} trimestre 2011 : +0,5**

La confiance dans les actions du Gouvernement (% de bonne opinion) :

- Octobre 2009 : 43%
- Janvier 2010 : 41%
- Avril 2010 : 35%
- Juillet 2010 : 33%
- Octobre 2010 : 41%
- Janvier 2011 : 26%
- **Avril 2011 : 34%**

Evolution des embauches réalisées sur 3 mois :

- 3^{ème} trimestre 2009 : 16%
- 4^{ème} trimestre 2009 : 11%
- 1^{er} trimestre 2010 : 7%
- 2^{ème} trimestre 2010 : 9%
- 3^{ème} trimestre 2010 : 14%
- 4^{ème} trimestre 2010 : 11%
- **1^{er} trimestre 2011 : 11%**